Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil:

1° le blâme;

2° la suspension du traitement jusqu'à un mois.

Article 22. Les peines disciplinaires sont:

1° Le blâme;

2° La suspension du traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois;

3° Le déplacement sans indemnité;

4° La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

Article 23. Les droits sanitaires et quarantenaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leurs perceptions à la Présidence du Conseil.

L'agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur le visa du Président du Conseil.

Article 24. Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire dispose de ses finances.

L'administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de «Comité des Finances». Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des employés de tout grade; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministère de l'Intérieur.

Der Disziplinarausschuß kann, ohne den Gesundheitsrat zu befragen:

1. Rügen erteilen;
2. die Entziehung des Gehalts bis zur Dauer eines Monats als Strafe anordnen.

Artikel 22. Die Disziplinarstrafen sind:

1. Rüge;
2. Gehaltsentziehung auf die Dauer von acht Tagen bis zu drei Monaten;
3. Versetzung ohne Entschädigung;
4. Absetzung.

Das alles ohne den Folgen vorzugreifen, die wegen Verbrechen oder Vergehen nach gemeinem Rechte Platz greifen.

Artikel 23. Die Sanitäts- und Quarantänegebühren werden von den Beamten, die im See-Sanitäts- und Quarantänedienste stehen, erhoben.

Diese haben sich in ihrer Rechnungs- und Buchführung nach den allgemeinen Verordnungen zu richten, die das Finanzministerium erlassen hat.

Die rechnungführenden Beamten legen ihre Abrechnung und die Summe ihrer Einnahmen dem Präsidium des Gesundheitsrats vor.

Der rechnungführende Beamte, welcher Leiter des Zentralbureaus für die Abrechnung ist, erteilt ihnen auf das Visum des Präsidenten des Gesundheitsrats Entlastung.

Artikel 24. Der Gesundheitsrat für Schiffahrts- und Quarantänewesen verwaltet seine Finanzen.

Die Verwaltung der Einnahmen und Ausgaben wird einem Ausschuß übertragen, der aus dem Präsidenten, dem Generalinspektor des See-Sanitätsdienstes und der Quarantänesachen und drei von dem Gesundheitsrate gewählten Delegierten der Mächte besteht. Er führt den Titel »Finanzausschuß«. Die drei Delegierten werden jedes Jahr neugewählt. Sie sind wiederwählbar.

Dieser Ausschuß bestimmt, vorbehaltlich der Genehmigung durch den Gesundheitsrat, die Besoldung der Angestellten jeden Ranges, setzt die bestimmten und die unvorhergesehenen Ausgaben fest. Er erstattet alle drei Monate in einer besonderen Sitzung dem Gesundheitsrat einen genauen Bericht über seine Geschäftsführung. Im Verlaufe der drei Monate, welche dem Ende des Rechnungsjahrs folgen, stellt der Gesundheitsrat auf Vorschlag des Ausschusses die Schlußbilanz auf und übersendet sie durch Vermittelung seines Präsidenten dem Ministerium des Innern.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'Etat, à titre de budget annexe. — Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'Etat. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire: il sera, après décision du Conseil Sanitaire ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

Article 25. Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

Article 26. Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables, en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis par les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

Article 27. Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

Article 28. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'à partir du 1er Novembre 1893.

Fait au Palais de Ramleh, le 19 juin 1893.

Abbas Hilmi

Par le Khédive:

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

Riaz

Der Gesundheitsrat entwirft das Budget für seine Einnahmen und Ausgaben. Dieses Budget wird vom Ministerrate gleichzeitig mit dem allgemeinen Staatsbudget unter dem Titel eines Anhangsbudget festgestellt. Falls die Summe der Ausgaben die Summe der Einnahmen übersteigen sollte, wird der Fehlbetrag aus allgemeinen Staatseinnahmen gedeckt. Jedoch soll der Gesundheitsrat unverzüglich die Mittel prüfen, um Einnahmen und Ausgaben ins Gleichgewicht zu bringen. Seine Vorschläge werden durch den Präsidenten dem Minister des Innern übermittelt. Falls ein Überschuß von Einnahmen vorhanden ist, so soll er der Kasse des Gesundheitsrats für Schiffahrts- und Quarantänewesen verbleiben; er wird durch einen vom Ministerrate bestätigten Beschluß des Gesundheitsrats ausschließlich zur Schaffung eines Reservefonds verwandt, der bestimmt ist, unvorhergesehenen Bedürfnissen zu dienen.

Artikel 25. Der Präsident ist gehalten, anzuordnen, daß die Abstimmung geheim vorgenommen wird, sobald drei Mitglieder des Gesundheitsrats es verlangen. Die geheime Abstimmung ist obligatorisch in allen Fällen, in denen es sich um die Wahl der Delegierten der Mächte für die Teilnahme an dem Disziplinar- oder Finanzausschuß oder um eine Ernennung, Absetzung, Veränderung oder Beförderung innerhalb des Personals handelt.

Artikel 26. Die Gouverneure, Polizeipräfekten und Moudirs sind, soweit es sie angeht, für die Ausführung der Gesundheitsverordnungen verantwortlich. Sie müssen, ebenso wie alle Zivil- und Militärbehörden, ihre Unterstützung gewähren, wenn sie darum von den Beamten des See-Sanitäts- und Quarantänedienstes in gesetzmäßiger Weise zu dem Zwecke angegangen werden, die schnelle Ausführung der im Interesse der öffentlichen Gesundheit getroffenen Maßregeln zu sichern.

Artikel 27. Alle früheren Verfügungen und Verordnungen werden aufgehoben, soweit sie mit den vorstehenden Anordnungen im Widerspruch stehen.

Artikel 28. Unser Minister des Innern wird mit der Ausführung der vorliegenden Verfügung, welche erst vom 1. November 1893 in Kraft treten soll, beauftragt.

Gegeben im Palast zu Ramleh, den 19. Juni 1893.

Abbas Helmi

Auf Befehl des Khedive:

Der Ministerpräsident, Minister des Innern:

Riaz

Décret khédivial
du 25 Décembre 1894.

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la dette publique en ce qui concerne l'article 7;

Avec l'assentiment des Puissances,

Décrétons:

Article premier. A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement sur les recettes actuelles des droits de phare, une somme de 40 000 L. E., qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

Article 2. La somme prélevée en 1894 sera affectée: 1° à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve dudit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit: 2° à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El-Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

Article 3. Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler le déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 100 000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il y sera fait face, pour le reste, avec les ressources créées à l'article premier.

Article 4. Sur la somme de L. E. 80 000, provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé: 1° une somme égale à celle qui aura été payée

Khedivialverfügung
vom 25. Dezember 1894.

Wir, Khedive von Egypten,

Auf den Vorschlag Unseres Finanzministers und nach Zustimmung Unseres Ministerrats;

Nach Einholung der Zustimmung der Herren bevollmächtigten Direktoren der Kasse der öffentlichen Schuld betreffs des Artikels 7;

Mit Zustimmung der Mächte;

Verfügen:

Artikel 1. Vom Beginne des Finanzjahrs 1894 an soll jährlich von den gegenwärtigen Einnahmen aus den Leuchtturmabgaben eine Summe von 40 000 egyptischen Pfund zum voraus entnommen werden. Diese wird verwendet, wie es in den folgenden Artikeln näher ausgeführt ist.

Artikel 2. Die 1894 zum voraus entnommene Summe soll dazu bestimmt sein: 1. den etwaigen Fehlbetrag des Gesundheitsrats für Quarantänesachen aus dem Finanzjahr 1894 zu decken, falls es nicht möglich sein sollte, ihn völlig mit Hilfe des Reservefonds des erwähnten Gesundheitsrats zu decken, wie das im folgenden Artikel bestimmt wird; 2. die außerordentlichen Ausgaben zu bestreiten, welche durch die Unterhaltung der Sanitätsanstalten in El-Tor, Suez und an den Mosesquellen notwendig geworden sind.

Artikel 3. Der gegenwärtige Reservefonds des Gesundheitsrats für Quarantänesachen soll dazu verwendet werden, um den Fehlbetrag des Rechnungsjahrs 1894 zu decken, jedoch darf er nicht auf eine geringere Summe als 10 000 egyptische Pfund herabgemindert werden.

Wenn der Fehlbetrag nicht völlig gedeckt ist, so soll der Rest aus den im Artikel 1 geschaffenen Hilfsquellen gedeckt werden.

Artikel 4. Von der Summe von 80 000 egyptischen Pfund, die für die Rechnungsjahre 1895 und 1896 zur Verfügung stehen, soll zum voraus entnommen werden:

en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de ladite année 1894, de manière à porter à L. E. 40 000 le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1er pour El-Tor, Suez et les Sources de Moïse; 2° les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quarantenaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la Mer Rouge.

Article 5. A partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de L. E. 40 000 sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1894 et 1895 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares: il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée.

Article 6. Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses soit ordinaires, soit extraordinaires du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Égyptien continueront à rester à sa charge.

Article 7. A partir de l'exercice 1894, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20 000 L. E.

Article 8. Il a été convenu entre le Gouvernement Égyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phares, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 40 000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux Conventions Commerciales intervenues entre l'Égypte et lesdits Gouvernements.

1. eine Summe, die derjenigen gleich ist, die im Jahre 1894 aus denselben Einnahmen zur Deckung des Fehlbetrags von 1894 gezahlt worden ist, um so den Betrag der Summe, die zu den außerordentlichen, im Artikel 1 für El-Tor, Suez und die Mosesquellen vorgesehenen Arbeiten notwendig geworden ist, auf 40 000 egyptische Pfund zu bringen; 2. die Summen, die notwendig sind, um den Fehlbetrag im Budget des Gesundheitsrats für Quarantänesachen in den Rechnungsjahren 1895 und 1896 zu decken.

Der nach obiger Vorwegnahme verbleibende Betrag soll auf die Erbauung neuer Leuchttürme im Roten Meere verwandt werden.

Artikel 5. Vom Finanzjahr 1897 ab wird diese jährliche Summe von 40 000 egyptischen Pfund dazu bestimmt, die möglicherweise vorhandenen Fehlbeträge des Gesundheitsrats für Quarantänesachen zu decken. Die Höhe der hierfür nötigen Summe wird endgültig festgesetzt, indem die finanziellen Ergebnisse der Rechnungsjahre 1894 und 1895 zugrunde gelegt werden.

Der Überschuß wird zur Herabsetzung der Leuchtturmabgaben bestimmt: diese Abgaben sollen im gleichen Verhältnis im Roten Meere und im Mittelmeere herabgesetzt werden.

Artikel 6. Durch die oben erwähnten Vorschüsse und Anweisungen wird die Regierung vom Jahre 1894 ab von jeder Verpflichtung hinsichtlich der ordentlichen wie der außerordentlichen Ausgaben des Gesundheitsrats für Quarantänesachen befreit.

Jedoch bleiben die bisher von der Egyptischen Regierung getragenen Ausgaben auch weiter zu ihren Lasten.

Artikel 7. Vom Rechnungsjahr 1894 an soll bei der Abrechnung der Überschüsse mit der Kasse der öffentlichen Schuld der Teil der der Regierung zukommenden Überschüsse um eine Summe von jährlich 20 000 egyptischen Pfund vergrößert werden.

Artikel 8. Es ist zwischen der Egyptischen und der Deutschen, Belgischen, Großbritannischen und Italienischen Regierung vereinbart worden, daß die nach den Bestimmungen des Artikels 5 dieser Verfügung für die Herabsetzung der Leuchtturmabgaben bestimmte Summe von derjenigen der 40 000 egyptischen Pfund abgezogen werden soll, die in den Anhängen zu den zwischen Egypten und jenen Staaten vereinbarten Handelsverträgen vorgesehen ist.

Article 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh,
le 25 décembre 1894.

Abbas Hilmi

Par le Khédive:

Le Président du Conseil des Ministres,
N. Nubar

Le Ministre de Finances,
Ahmer Mazloum

Le Ministre des Affaires étrangères,
Boutros Ghali

Artikel 9. Unser Finanzminister wird mit Ausführung dieser Verfügung beauftragt.

Gegeben im Palast zu Koubbeh, den 25. Dezember 1894.

Abbas Hilmi

Auf Befehl des Khedive:

Der Präsident des Ministerrats:
N. Nubar

Der Finanzminister:
Ahmer Mazloum

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:
Boutros Ghali

Arrêté ministériel
du 19 juin 1893,
concernant le fonctionnement du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Le ministre de l'Intérieur,
Vu le Décret en date du 19 juin 1893,
Arrête:

Titre 1.
Du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Article premier. Le Président est tenu de convoquer le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, en séance ordinaire, le premier mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit enfin réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigent l'adoption immédiate d'une mesure grave.

Article 2. La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

Article 3. Le secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procês-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurrement avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

Article 4. Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et de deux Délégués de Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Ministerialverordnung
vom 19. Juni 1893,
betreffend die Tätigkeit des See-Sanitäts- und Quarantänedienstes.

Der Minister des Innern,
Im Hinblick auf die Verfügung vom 19. Juni 1893,
Verfügt:

Titel I.
Vom Gesundheitsrate für Schiffahrts- und Quarantänewesen.

Artikel 1. Der Präsident ist gehalten, den Gesundheitsrat für Schiffahrts- und Quarantänewesen am ersten Dienstag jedes Monats zu einer ordentlichen Sitzung zusammenzuberufen.

Ebenso ist er gehalten, ihn zusammenzuberufen, wenn drei Mitglieder darauf antragen.

Er muß endlich eine außerordentliche Sitzung des Gesundheitsrats anberaumen, so oft die Umstände den unverzüglichen Erlaß einer wichtigen Maßregel erfordern.

Artikel 2. Das Einberufungsschreiben enthält die auf die Tagesordnung gesetzten Fragen. Abgesehen von dringenden Fällen können endgültige Entscheidungen nur in den Fragen getroffen werden, die in dem Einberufungsschreiben aufgeführt worden sind.

Artikel 3. Der Sekretär des Gesundheitsrats nimmt die Sitzungsprotokolle auf.

Diese Sitzungsprotokolle müssen allen Mitgliedern zur Zeichnung vorgelegt werden, welche der Sitzung beiwohnten.

Sie werden vollständig in ein Verzeichnis eingetragen, welches zusammen mit den Urschriften der Sitzungsprotokolle in den Archiven aufbewahrt wird.

Eine vorläufige Abschrift der Sitzungsprotokolle wird jedem Mitglied des Gesundheitsrats auf Ansuchen zugestellt.

Artikel 4. Eine ständige Kommission, bestehend aus dem Präsidenten, dem Generalinspektor des See-Sanitätsdienstes und der Quarantänesachen und zwei vom Gesundheitsrate gewählten Vertretern der Mächte, wird damit beauftragt, eilige Entscheidungen und Maßnahmen zu treffen.

Le Délégué de la nation intéressée est toujours convoqué, Il a droit de vote.

Le Président ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les 3 mois,

Article 5. Le Président ou, en son absence, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction générale du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

Secrétariat.

Article 6. Le secrétariat, placé sous la direction du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les divers agents du Service Senitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui sera adjoint des commis et interprètes en nombre suffisant pour assurer l'expédition des affaires.

Article 7. Le secrétaire du Conseil, chef de secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procés-verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité, des archives.

Bureau de comptabilité.

Article 8. Le chef du bureau central de la comptabilité est »agent comptable«.

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quarantenaires.

Der Delegierte der beteiligten Nation ist immer zuzuziehen. Er hat Stimmrecht.

Der Präsident stimmt nur im Falle der Stimmengleichheit ab.

Die Beschlüsse werden unverzüglich allen Mitgliedern des Gesundheitsrats brieflich mitgeteilt.

Alle drei Monate findet eine Neuwahl dieser Kommission statt.

Artikel 5. Der Präsident oder in seiner Abwesenheit der Generalinspektor des See-Sanitätsdienstes und der Quarantänesachen leitet die Beratungen des Gesundheitsrats. Er stimmt nur im Falle der Stimmengleichheit ab.

Der Präsident hat die allgemeine Leitung des Dienstes. Er ist beauftragt, die Beschlüsse des Gesundheitsrats zur Ausführung zu bringen.

Sekretariat.

Artikel 6. Das Sekretariat, das der Leitung des Präsidenten unterstellt ist, erledigt den brieflichen Verkehr sowohl mit dem Ministerium des Innern wie mit den verschiedenen Beamten des See-Sanitäts- und Quarantänedienstes.

Es ist beauftragt, die Statistik und die Archive zu führen. Es werden ihm Gehilfen und Dolmetscher in genügender Zahl zugeteilt, um die Erledigung der Geschäfte zu sichern.

Artikel 7. Der Sekretär des Gesundheitsrats, der gleichzeitig Leiter des Sekretariats ist, wohnt den Sitzungen des Gesundheitsrats bei und nimmt die Protokolle auf.

Er hat die Beamten und Diener des Sekretariats unter seinem Befehle.

Er leitet und überwacht ihre Arbeit unter der Oberaufsicht des Präsidenten.

Er hat die Aufsicht über die Archive und ist für sie verantwortlich.

Rechnungsbureau.

Artikel 8. Der Leiter der Zentralbureaus für das Rechnungswesen ist „rechnungführender Beamter".

Er kann sein Amt nur nach Bestellung einer Sicherheit antreten, deren Höhe vom Gesundheitsrate für Schiffahrts- und Quarantänewesen festgesetzt wird.

Er überwacht unter der Leitung des Finanzausschusses die Maßnahmen derer, die mit der Erhebung der Sanitäts- und Quarantänegebühren betraut sind

Il dresse les états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances et approuvés par le Conseil.

De l'Inspecteur général sanitaire.

Article 9. L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du Décret en date du 19 juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, des résultats de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Titre II.

Service de ports, stations quarantenaires, stations sanitaires.

Article 10. La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quarantenaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

Article 11. Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité, du service, tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Er stellt die Voranschläge und Rechnungen auf, welche dem Ministerium des Innern vorgelegt werden, nach dem sie vom Finanzausschusse festgesetzt und vom Gesundheitsrate genehmigt worden sind.

Vom General-Sanitätsinspektor.

Artikel 9. Der General-Sanitätsinspektor hat die Aufsicht über alle Dienststellen, die dem Gesundheitsrat unterstehen. Er übt diese Aufsicht unter den Bedingungen aus, die im Artikel 19 des Dekrets vom 19. Juni 1893 vorgesehen sind.

Er besichtigt mindestens einmal im Jahre jedes Gesundheitsamt, jede Sanitätsagentur und jeden Sanitätsposten.

Außerdem ordnet der Präsident auf Vorschlag des Gesundheitsrats oder je nach den Bedürfnissen des Dienstes die Besichtigungen an, die der Generalinspektor vorzunehmen hat.

Im Falle der Behinderung des Generalinspektors hat der Präsident im Einvernehmen mit dem Gesundheitsrate den Beamten zu bestimmen, der ihn vertreten soll.

Jedesmal, wenn der Generalinspektor ein Gesundheitsamt, eine Sanitätsagentur, einen Sanitätsposten, eine Sanitätsstation oder ein Quarantänelager besichtigt hat, muß er dem Präsidium des Gesundheitsrats einen besonderen Bericht über die Ergebnisse seiner Wahrnehmungen erstatten.

In der Zeit zwischen seinen Reisen nimmt der Generalinspektor unter der Oberaufsicht des Präsidenten an der Leitung des allgemeinen Dienstes teil. Er vertritt den Präsidenten im Falle seiner Abwesenheit oder Behinderung.

Titel II.

Hafendienst, Dienst der Quarantäne- und Sanitätsstationen.

Artikel 10. Die See-Sanitäts- und Quarantänepolizei längs der egyptischen Küste des Mittelländischen und des Roten Meeres wie an den Landgrenzen auf der Seite der Wüste ist den Direktoren der Gesundheitsämter, den Direktoren der Sanitätsstationen oder Quarantänelager, den Vorständen der Sanitätsagenturen oder den Vorständen der Sanitätsposten und den unter ihren Befehl gestellten Beamten anvertraut.

Artikel 11. Die Direktoren der Gesundheitsämter haben die Leitung und die Verantwortlichkeit für den Dienst, und zwar sowohl für den des Amtes, an dessen Spitze sie gestellt sind, wie für den der Sanitätsposten, die ihnen unterstehen.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont rattachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quarantenaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quarantenaires.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 12. Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes :

Les offices de 1re classe, qui sont au nombre de quatre :

Alexandrie ;
Port-Saïd ;
Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse ;
Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois :

Damiette ;
Souakim ;
Kosseir.

Article 13. Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs en ce qui concerne leur office.

Article 14. Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

Article 15. Les chefs des postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur d'un des offices de santé.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quarantenaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Sie müssen auf die genaue Durchführung der für die See-Sanitäts- und Quarantänepolizei erlassenen Verordnungen achten. Sie richten sich nach den Weisungen, die sie vom Präsidium des Gesundheitsrats empfangen und geben allen Beamten ihres Amtes wie auch den Angestellten der Sanitätsposten, die ihnen zugeteilt sind, die nötigen Befehle und Anweisungen.

Sie sind beauftragt mit der Untersuchung und dem Ausfragen der Schiffe, der Anwendung der Quarantänemaßnahmen, und sie schreiten in den von den Verordnungen vorgesehenen Fällen zur ärztlichen Untersuchung wie zu den Untersuchungen über Verstöße gegen die Quarantänebestimmungen.

Sie allein führen den Briefwechsel über die Verwaltungsangelegenheiten mit dem Präsidium und übersenden ihm alle gesundheitlichen Nachrichten, die ihnen in Ausübung ihres Dienstes zugegangen sind.

Artikel 12. Die Direktoren der Gesundheitsämter werden hinsichtlich ihres Gehalts in zwei Klassen eingeteilt:

Ämter erster Klasse, deren Zahl vier beträgt:

Alexandrien,
Port Said,
Becken von Suez und Lager an den Mosesquellen,
Tor;

Ämter zweiter Klasse, deren Zahl drei beträgt:

Damiette,
Suakim,
Kosseir.

Artikel 13. Die Leiter der Sanitätsagenturen haben bezüglich ihrer Agentur dieselben Befugnisse wie die Direktoren bezüglich ihres Amtes.

Artikel 14. Es gibt nur eine Sanitätsagentur, und zwar in El Ariche.

Artikel 15. Die Leiter der Sanitätsposten haben unter ihrem Befehle die Beamten des Postens, dem sie vorstehen. Sie sind unter den Befehl des Direktors eines der Gesundheitsämter gestellt.

Sie sind beauftragt mit der Durchführung der Sanitäts- und Quarantänemaßregeln, die in den Verordnungen vorgeschrieben sind.

Gesundheitspässe können sie nicht ausstellen; sie sind nur befugt, die Gesundheitspässe der Schiffe zu visieren, die in freiem Verkehr auslaufen.

Ils obligent les navires qui arrivent à leur échelle avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à se rendre dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires sanitaires et quarantenaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils auront connaissance.

Article 16. Les postes sanitaires sont au nombre de six énumérés ci-après:

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brullos et Rosette, relevant de l'office d'Alexandrie.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismaïlia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

Article 17. Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et des campements quarantenaires est confié à des directeurs qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des portefaix et des gens de service.

Article 18. Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaire ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médicins, à l'isolement des différentes catégories de quarantenaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent conformément aux règlements, font pratiquer la désinfection des marchandises et des effets à usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

Sie veranlassen die Schiffe, welche mit einem unreinen Gesundheitspaß oder unter nicht ordnungsmäßigen Bedingungen an ihrem Landungsplatz ankommen, sich in einen Hafen zu begeben, in dem ein Gesundheitsamt besteht.

Sie können gesundheitspolizeiliche Erhebungen nicht selbst vornehmen, müssen vielmehr hierzu den Direktor des Amtes herbeirufen, dem sie unterstehen.

Abgesehen von Fällen größter Dringlichkeit, verkehren sie in allen Verwaltungsangelegenheiten nur mit diesem Direktor. Wegen dringender gesundheitspolizeilicher und Quarantäneangelegenheiten, so z. B. wegen Maßnahmen, die bezüglich eines ankommenden Schiffes zu treffen sind, oder wegen eines Vermerkes, der auf den Gesundheitspaß eines abfahrenden Schiffes zu setzen ist, verkehren sie unmittelbar mit dem Präsidium des Gesundheitsrats; jedoch müssen sie dem Direktor, dem sie unterstehen, von diesem Briefwechsel unverzüglich Mitteilung machen.

Sie sind verpflichtet, auf schnellstem Wege das Präsidium des Gesundheitsrats von Schiffbrüchen zu benachrichtigen, die zu ihrer Kenntnis kommen.

Artikel 16. Sanitätsposten gibt es sechs, die nachstehend aufgezählt sind:

die Posten in Port-Neuf, Aboukir, Brullos und Rosette, die dem Amte in Alexandrien unterstehen;

die Posten in Kantara und dem inneren Hafen in Ismaïlia, die dem Amte in Port Said unterstehen.

Der Gesundheitsrat wird nach den Erfordernissen des Dienstes und entsprechend seinen Mitteln neue Sanitätsposten schaffen.

Artikel 17. Der ständige und der zeitweilige Dienst der Sanitätsstationen und Quarantänelager ist Direktoren anvertraut, welche unter ihrem Befehle Gesundheitsbeamte, Aufseher, Gepäckträger und Diener haben.

Artikel 18. Die Direktoren sind beauftragt, die Personen der Quarantäne zu unterwerfen, welche zu dem Sanitätsposten oder in das Lager geschickt werden. Sie überwachen zusammen mit den Ärzten die Absonderung der verschiedenen Gruppen der in Quarantäne Befindlichen und verhindern jeden Verstoß gegen bestehende Vorschriften. Nach Ablauf der festgesetzten Frist erteilen sie die Erlaubnis zum freien Verkehr oder schieben deren Erteilung nach Maßgabe der Verordnung hinaus; sie lassen die Desinfektion der Waren und der zum täglichen Gebrauche bestimmten Kleidungsstücke vornehmen und verhängen die Quarantäne über die mit Ausführung dieser Maßregel beschäftigt gewesenen Leute.

Article 19. Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures prescrites, ainsi que sur l'état de santé des quarantenaires et du personnel de l'établissement.

Article 20. Ils sont responsables de la marche du service et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Article 21. Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quarantenaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres le pharmacien et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quarantenaires et du personnel, et dirigent l'infirmerie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

Article 22. Dans chaque office sanitaire, station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi « agent comptable ».

Il désigne, sous sa responsabilité personnelle effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quarantenaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

Article 23. Les dépenses du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 juin 1893.

Riaz.

Artikel 19. Sie üben eine beständige Aufsicht über die Ausführung der vorgeschriebenen Maßregeln aus, ebenso wie über den Gesundheitszustand der in Quarantäne Befindlichen und des Personals der Anstalt.

Artikel 20. Sie sind verantwortlich für den Gang des Dienstes und erstatten darüber dem Präsidium des Gesundheitsrats für Schiffahrts- und Quarantänewesen täglich Bericht.

Artikel 21. Die Ärzte, die den Sanitätsstationen und den Quarantänelagern beigegeben sind, unterstehen den Direktoren dieser Anstalten. Sie haben unter ihrem Befehle den Apotheker und die Krankenwärter.

Sie überwachen den Gesundheitszustand der in Quarantäne Befindlichen und des Personals und leiten das Lazarett der Sanitätsstation oder des Lagers.

Die Zulassung zum freien Verkehre kann den in Quarantäne befindlichen Personen nur nach ärztlicher Untersuchung und günstigem Berichte des Arztes gewährt werden.

Artikel 22. In allen Gesundheitsämtern, Sanitätsstationen oder Quarantänelagern ist der Direktor auch „rechnungführender Beamter".

Er ernennt unter seiner vollen persönlichen Verantwortlichkeit den Beamten, der mit der Erhebung der Sanitäts- und Quarantänegebühren betraut ist.

Ebenso sind die Leiter der Sanitätsagenturen oder -posten rechnungführende Beamte; sie sind beauftragt, persönlich die Erhebung der Gebühren vorzunehmen.

Die mit der Einziehung der Gebühren beauftragten Beamten müssen sich wegen der zu stellenden Sicherheiten, der Führung der Bücher, des Zeitraums der Zahlungen und überhaupt in allem, was die finanzielle Seite ihres Dienstes anlangt, nach den vom Finanzministerium erlassenen Verordnungen richten.

Artikel 23. Die Kosten des See-Sanitäts- und Quarantänedienstes werden aus den eigenen Mitteln des Gesundheitsrats oder nach Übereinkunft mit dem Finanzministerium von der Verwaltung der Kassen bestritten, welche jenes bezeichnen wird.

Kairo, den 19. Juni 1893.

Riaz.

Den Bezug des Reichsgesetzblatts (auch einzelner Nummern) vermitteln nur die Postanstalten.
Herausgegeben im Reichsministerium des Innern. — Berlin, gedruckt in der Reichsdruckerei